

**PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT**

NIGER

Analyse de scénario à l'horizon 2021

Juin 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

INTRODUCTION

Pays sahélien, symbolique de l'aide depuis les années 1980, le Niger est aujourd'hui au cœur de l'actualité et des attentions politiques occidentales. Sa position géographique au sein d'un environnement régional très instable, ajoutée à ses prises de positions politiques fortes dans la lutte contre le terrorisme ont poussé la visibilité de ce pays pourtant mal classé en termes de dynamisme économique et de développement humain.

De nombreuses études ont exploré les déterminants structurels du Niger, laboratoire des pratiques humanitaires et des approches de développement depuis des dizaines d'années. Pourtant, le Niger d'aujourd'hui questionne et inquiète. Le pays, réputé pour sa culture pacifiste, a connu une série d'événements majeurs ces derniers mois qui pourraient durablement impacter sa situation : la dégradation de son environnement régional, le positionnement du pays dans la lutte contre le terrorisme, la crise sécuritaire et humanitaire liée à Boko Haram et la tenue d'un processus électoral pour le moins singulier.

Or les analyses existantes sur la stabilité politique, sociale et sécuritaire du Niger sont extrêmement clivées, entre des tendances lourdes immuables qui feraient du Niger un pays relativement inerte et des frémissements récents (ou récemment considérés) qui pourraient changer la donne et transformer durablement le pays. A titre d'exemple, beaucoup de conjectures faites au début de la crise de Boko Haram sur l'implosion du Niger ou a minima sa déstabilisation identitaire et sécuritaire ont été jusqu'à présent démenties.

Cette analyse vise à mettre en avant les déterminants structurels du pays qui définissent les tendances lourdes en toile de fond, et les sources de fragilité ou d'incertitude majeures actuelles qui pourraient modeler le visage du Niger dans les années à venir, afin de pouvoir proposer des scénarios d'évolution¹.

¹ L'analyse intervient dans une période tumultueuse, au sortir d'élections mouvementées et alors qu'une partie du territoire est en état d'urgence. Les incertitudes sont donc nombreuses.

I. TENDANCES LOURDES ET DÉTERMINANTS STRUCTURELS:

Un développement paralysé par des variables structurelles déficientes : les cercles vicieux de l'accroissement naturel, de l'éducation et du développement économique.

A l'instar des autres pays de la sous-région, le pays est entré dans la phase intermédiaire du processus de transition démographique. Mais le Niger se démarque de ses voisins par le rythme très élevé de son expansion démographique. Multipliée par près de cinq fois depuis l'indépendance, la population nigérienne continue de connaître une croissance galopante. Au rythme moyen de 3.9 % de taux de croissance², la population double tous les 18 ans, compte tenu notamment de l'importance numérique de la population en âge de procréer.

La croissance démographique nigérienne est la conjonction d'une baisse très rapide de la mortalité et du maintien d'un taux de fécondité parmi les plus élevés au monde, qui enregistre une hausse ces dernières années, avec 7,6 enfants par femme en moyenne en 2012³, chiffre qui reste inférieur au nombre d'enfants désirés⁴.

Culture nataliste et pauvreté

La culture nataliste au Niger est elle-même liée à une multiplicité de facteurs qui incluent le niveau d'éducation⁵ et le niveau de bien-être économique. La notion de piège de la pauvreté développée par les démographes s'applique particulièrement bien au Niger. La pauvreté perpétue la croissance de la population : sans forme de protection sociale suffisante, les parents comptent sur leur descendance pour prendre soin d'eux à leur vieillesse. Ils agissent avec la croyance que plus ils auront d'enfants, plus grande sera leur sécurité économique une fois âgés. Or les familles de taille élevées sont plus vulnérables à la pauvreté lorsque les parents ne sont pas en mesure d'économiser assez d'argent pour nourrir, soigner et éduquer leurs enfants. C'est ainsi que le cercle vicieux entre pauvreté et démographie s'auto-perpétue. Par ailleurs, les déterminants proches de la fécondité⁶ ont une influence directe sur l'évolution de la natalité. Le démarrage de la baisse de la fécondité et la rapidité de cette baisse dépendent fortement des politiques mises en place par les pouvoirs publics et des initiatives portées par la société civile⁷ autour de ces déterminants directs. Depuis 2002, la contraception est offerte gratuitement au Niger et certains

² Le taux de croissance de la population nationale a franchi la barre des 3.0 % à partir de 1990, pour se situer à 3.9 % en 2012, avec des pointes à 4.6 % à Tahoua et à 4.7 % à Zinder.

³ Les femmes du milieu urbain ont un niveau de fécondité nettement plus faible que celles du milieu rural (en moyenne, 5,6 enfants par femme contre 8,1). Avec plus de 8 enfants par femme, c'est dans les régions de Zinder et de Maradi que les niveaux de fécondité sont les plus élevés (respectivement 8,5 et 8,4). L'ISF est passé de 7,1 en 2006 à 7,6 enfants par femme en 2012. Source : INS, *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger*, 2013

⁴ 9.5 Enfants désirés pour les femmes en union et 12.4 pour les hommes en union en 2012. Source : INS, *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger*, 2013

⁵ Les femmes qui n'ont aucun niveau d'instruction ont, en moyenne, 3,1 enfants de plus que celles qui ont un niveau secondaire et plus (respectivement 8,0 et 4,9). Par ailleurs, l'influence du niveau d'instruction sur le niveau de fécondité des adolescentes est mis en évidence par les enquêtes sociodémographiques récentes : 50% des jeunes filles sans instruction, ont déjà commencé leur vie féconde, alors que cette proportion n'est que de 33 % parmi celles ayant un niveau d'instruction primaire et de 15 % parmi celles qui ont un niveau au moins secondaire.

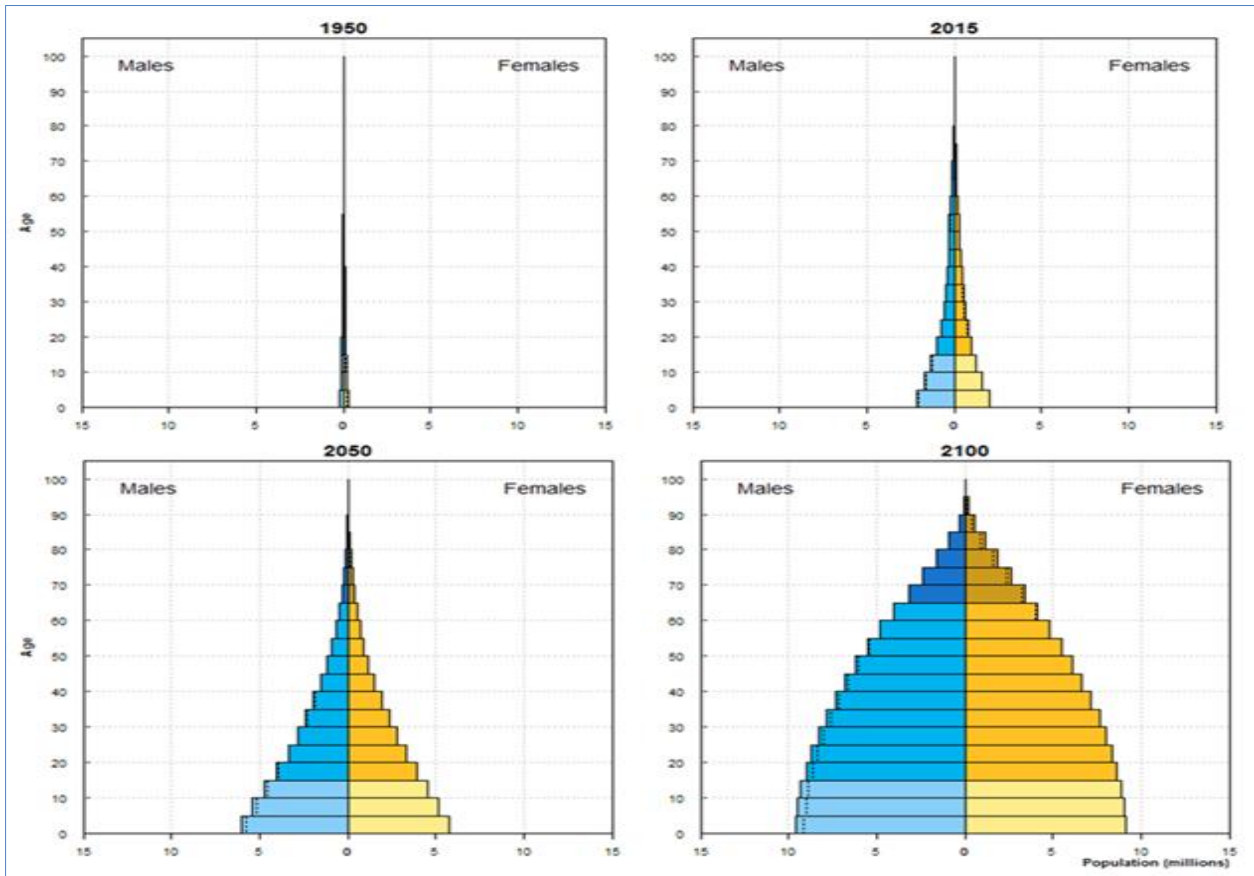
⁶ Les déterminants de la fécondité sont : l'âge des unions, la durée de l'insusceptibilité post-partum liée aux durées d'allaitement et d'abstinence après l'accouchement, la fréquence des avortements, l'importance de la stérilité, et surtout la prévalence de la contraception. Modèle de Boongaarts.

⁷ Compte tenu du sujet et de l'horizon temporel considéré, l'analyse n'a pas pu entrer dans l'analyse de l'évolution des déterminants culturels et religieux qui jouent sur la fécondité au Niger, et leurs spécificités. Pour autant, leur rôle ne doit pas être minimisé.

programmes radiophoniques de promotion de la planification familiale ont été lancés, mais la prévalence contraceptive demeure faible avec un taux de 8% en 2012⁸.

La structure par âge de la population est ainsi déséquilibrée avec près de six Nigériens sur dix (57 %) qui ont moins de 15 ans, ratio qui va continuer à croître dans les décennies qui viennent (voir figure ci-dessous).

Distribution de la population au Niger : évolution et projections 1950-2100



Source : Nations Unies, projections de la population mondiale, révision 2015

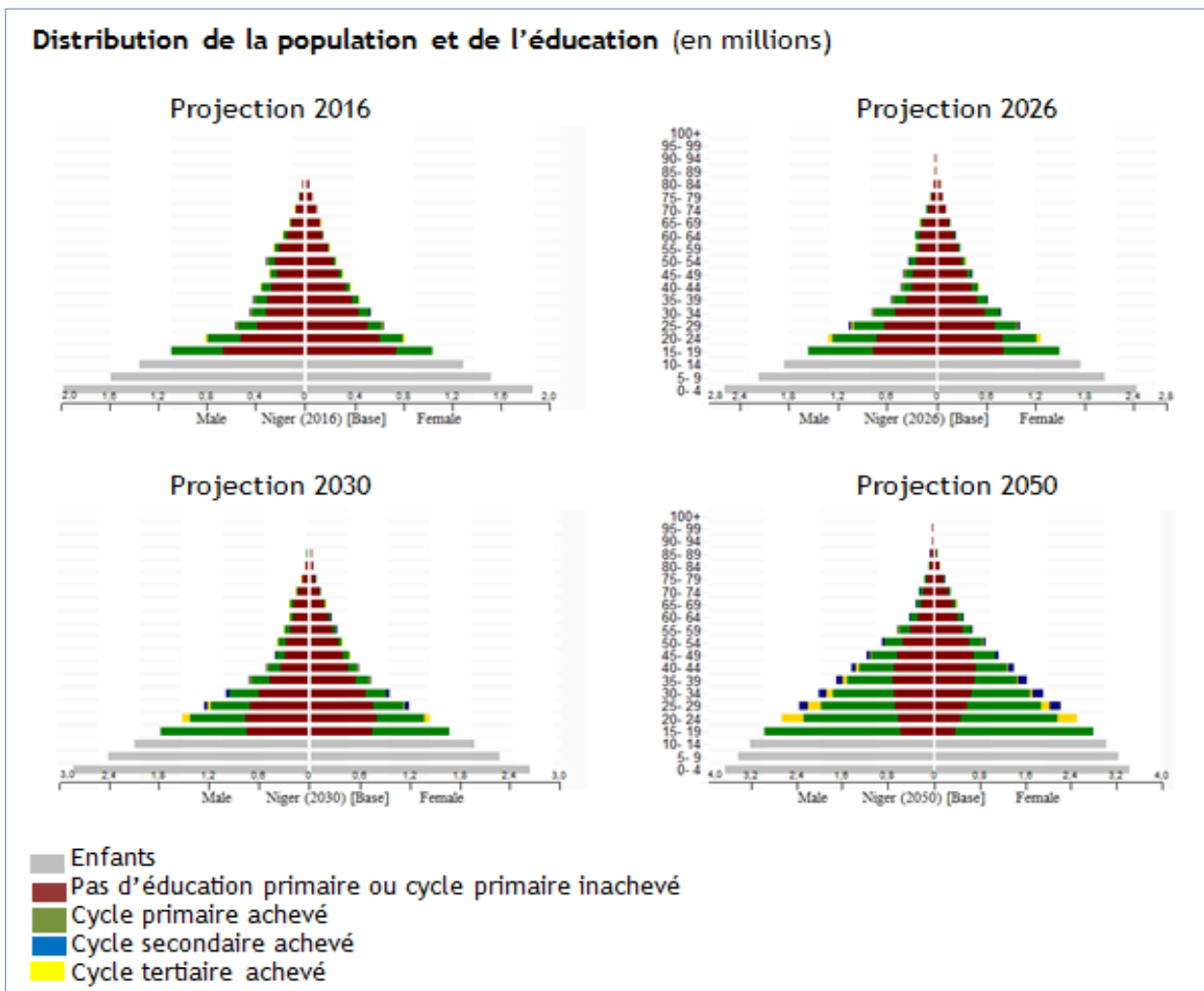
Le degré d'ouverture à la modernité et l'existence ou non d'opportunités éducatives puis économiques pour la masse de jeunes en âge de travailler aujourd'hui et pour leurs enfants sont des déterminants clé pour l'évolution économique du pays, tout comme pour le bien-être des populations futures et le maintien de la paix sociale et générationnelle. Nourrir, soigner, éduquer et donner du travail à une population qui ne cesse d'augmenter⁹ sera l'enjeu principal du pays, alors même que ses ressources, loin d'être extensibles, sont déjà sous pression pour assurer des conditions de vie décentes aux populations.

⁸ Les résultats montrent une légère augmentation du niveau d'utilisation des méthodes contraceptives modernes, la prévalence étant passée de 5 % en 2006 à 8 % en 2012. La prévalence contraceptive moderne est environ trois fois plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain (10 % contre 27 %).

⁹ L'enjeu démographique est pris en compte dans les politiques de développement du Niger, même si les programmes de planification familiale portés par l'Etat suscitent des réticences au sein d'une partie de la société civile islamique. Cela dit, même si l'achèvement de la transition démographique était une priorité constante du Niger dans les années qui viennent, le chemin sera long avant d'avoir un impact mesurable sur les indicateurs de développement

Le retard éducatif nigérien paralyse le développement

L'extrême faiblesse du niveau d'éducation au Niger grève le développement humain et économique du pays durablement. En 2012, seulement 31% de la population nigérienne est alphabétisée. 70% des enfants en âge d'être scolarisés sont effectivement inscrits au cycle primaire mais jusqu'à 44% de ces mêmes enfants ne l'achèvent pas¹⁰. Si les efforts mis en œuvre dans le domaine de l'éducation sont poursuivis, il est certain que l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire sera notable sur la durée et aura un impact sur la qualité de vie de la prochaine génération. Par contre, le nombre de personnes complétant une éducation secondaire et tertiaire reste minime selon les projections actuelles, comme le montre la figure ci-dessous.



Source : International Futures, Université de Denver

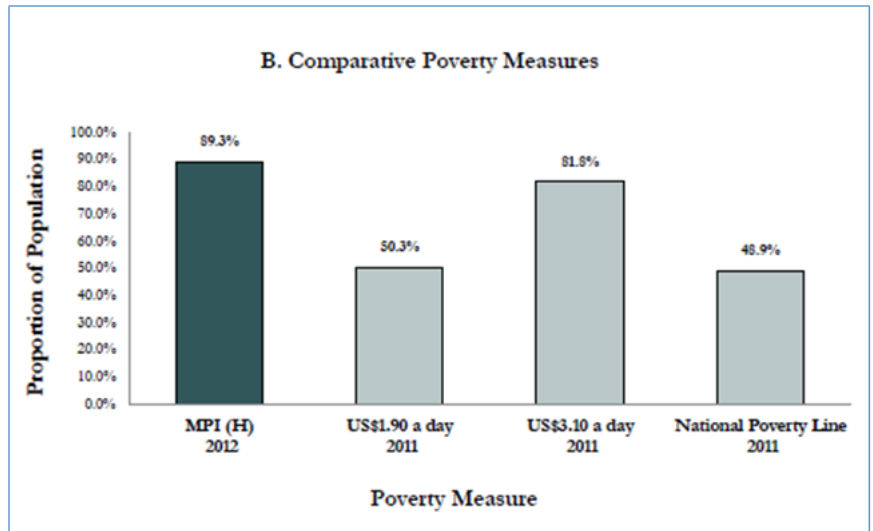
Les faiblesses dans le domaine de l'éducation publique nourrissent indirectement le cycle d'expansion démographique et restreignent le potentiel humain qui contribue au développement économique du pays, déjà mis sous pression par le rythme de la croissance démographique.

¹⁰ Source INS 2013

La santé et l'éducation influent sur le taux de fécondité et donc sur la démographie du pays. Or ces secteurs sont aussi eux-mêmes fortement déterminés par la structure et l'évolution démographique au Niger. Ainsi, compte tenu de la faiblesse actuelle des indicateurs de développement dans le pays, et du volume de population à prendre en charge, atteindre l'éducation et la santé pour tous nécessiterait que le Niger multiplie par plus de six d'ici 2030 les moyens humains et financiers mis à disposition à l'heure actuelle dans les domaines de l'éducation et de la santé¹¹.

Une population pauvre et une économie dépendante

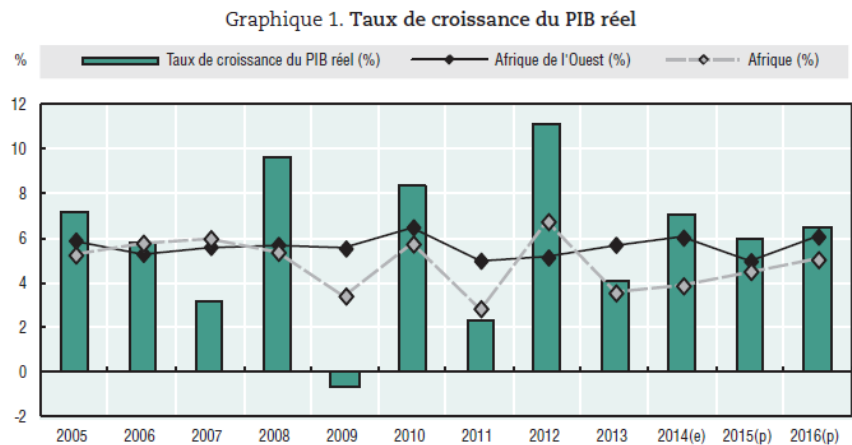
Le Niger est un pays pauvre, avec 48,9% de ses habitants vivant sous le seuil de pauvreté nationale. Globalement, la pauvreté est plus répandue en milieu rural qu'en milieu urbain avec une incidence plus forte chez les agriculteurs, les travailleurs indépendants du secteur informel urbain et les chômeurs. Le taux de chômage est important avec 15,9% en 2012 et le



Source: Oxford Poverty and Human development Initiative 2015

marché du travail nigérien est marqué par le sous-emploi et la faiblesse des revenus du travail. La croissance économique Nigérienne, elle, est caractérisée par son irrégularité et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs¹² du fait de certaines faiblesses structurelles. L'économie entière est fragilisée par les aléas climatiques, tant la part du secteur agricole dans l'économie est importante¹³. Or la variabilité croissante des précipitations entraîne une alternance entre périodes de sécheresse et inondations, qui s'ajoute aux problématiques structurelles de déficit des ressources en eau et de faible intégration des marchés alimentaires, entraînant des déficits céréaliers et alimentaires récurrents¹⁴.

Indépendamment de l'irrégularité de la croissance économique, le taux de croissance reste insuffisant pour réduire la pauvreté de façon substantielle, notamment compte tenu du rythme de la



Source : BafD, Département Statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p).

¹¹ Jean-Pierre Guengant, IRD. 2011. Analyse pays Niger. Rapport AFD : Comment bénéficier du dividende démographique?

¹² Entre 2005 et 2015, les variations des taux de croissance du PIB agricole ont contribué à 84 % des variations des taux de croissance globale du PIB au Niger.

¹³ Représentant 40.7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2014, le secteur primaire reste la principale source de création de richesse du Niger. Il est dominé par l'agriculture et l'élevage, avec respectivement 26.6 % et 10.0 % du PIB, sous-secteurs qui demeurent parmi les plus importants de l'économie nigérienne.

¹⁴ Entre 2012 et 2015, le Niger était entre la 93^{ème} et la 112^{ème} position sur 109 pays selon l'index de sécurité alimentaire globale, the Economist Intelligence Unit (2015). L'indice de sécurité alimentaire associe des indicateurs tels que la disponibilité, l'accessibilité financière, la qualité et la sécurité des produits alimentaires.

croissance démographique. Au cours de la période 1990-2010, le taux de croissance économique a tourné autour d'une moyenne de 3,8 % par an. Or, des études ont montré que si l'on prend pour hypothèse le maintien d'un taux de croissance démographique de 3% par an jusqu'en 2050, il faudrait 43 ans pour arriver à un doublement du PIB par tête avec taux de croissance économique à 5% par an sur la période. Il faudrait 28 ans pour atteindre ce doublement si la croissance économique est de 6 % par an pendant la période et 70 ans si la croissance économique ralentie autour d'une moyenne de 4% par an pendant la période comme cela a été le cas dans les années 2000¹⁵.

Depuis deux ans, le taux de croissance économique a connu une forte hausse, passant de 4.1 % en 2013 à 7.1 % en 2014, et est estimé à 6.0 % en 2015 et à 6.5 % en 2016, malgré la situation sécuritaire. Mais cette performance est fragile puisqu'elle est essentiellement le fruit d'une bonne saison agricole¹⁶, grâce aux conditions climatiques favorables et aux investissements menés au travers de l'initiative 3N. C'est dire à quel point la croissance économique est encore fragile et dépendante de son environnement. La poursuite des réformes engagées pour diversifier et moderniser l'agriculture jouera un rôle important dans la future santé économique du pays.

Malgré tout, les perspectives économiques à moyen terme sont favorables, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 6% en moyenne de 2017 à 2019¹⁷. Ces perspectives reposent sur plusieurs hypothèses positives dont le dynamisme du secteur agricole, un relèvement de la production minière et pétrolière, la poursuite des investissements dans les infrastructures¹⁸ et les secteurs sociaux, et l'augmentation des investissements publics et privés. Or, en ce qui concerne le secteur privé, le pays est peu compétitif à cause de son enclavement et de la faiblesse de ses infrastructures. L'environnement des affaires y est en dégradation depuis plusieurs mois¹⁹, ce qui limite les investissements étrangers. Par ailleurs, les risques intérieurs et extérieurs sont considérables et pourraient renverser les perspectives économiques favorables. Il s'agit des risques de conditions climatiques défavorables, de non amélioration du processus de passation des marchés publics, d'un mauvais cours du pétrole qui pourrait ralentir la mise en œuvre des projets de développement du secteur pétrolier et surtout, le conflit et les risques terroristes qui limitent les échanges avec le Nigeria, compromettent la mise en œuvre des investissements, découragent les investissements étrangers et accaparent une partie conséquente du budget de l'Etat. Quand bien même la croissance resterait très positive, un des risques majeurs pour le développement du pays est que les dépenses sécuritaires prennent le pas sur les autres investissements planifiés au Niger. En effet, la hausse du budget de la défense entamée en 2012 se poursuit et continuera inévitablement à impacter les dépenses d'investissement dédiées au développement socio-économique du pays.

Pays enclavé, mis sous pression sur le long terme par des évolutions climatiques défavorables, le Niger compose avec économie très dépendante, une population toujours galopante et des indicateurs de développement humain au plus bas. Les évolutions timides mais positives dans la santé et l'éducation et la croissance économique actuelle du pays pourraient inviter à l'optimisme. Pour autant les faiblesses structurelles dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du développement économique et la persistance d'une culture nataliste forte impliquent que ces évolutions sont très fragiles et qu'elles prendront du temps avant de pouvoir se matérialiser dans le quotidien des populations –si les efforts entrepris sont effectivement

¹⁵ Jean-Pierre Guengant, IRD. 2011. Analyse pays Niger. Rapport AFD : Comment bénéficier du dividende démographique?

¹⁶ Le secteur primaire a enregistré une croissance de 8.2 % en 2014 contre une croissance nulle en 2013

¹⁷ FMI communiqué de presse n° 16/208, 10 mai 2016.

¹⁸ Ligne ferroviaire Niamey-Cotonou, dorsale transsaharienne en fibre optique, infrastructures routières de désenclavement.

¹⁹ Le Niger a perdu 3 position dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale entre 2014 et 2015, retombant à la 168ème place / 189, son niveau de 2012

maintenus. Or la période actuelle, marquée par un environnement régional et national troublé, laisse apparaître un certain nombre de fragilités et de germes de changements. Ces facteurs pourraient, s'ils se combinent, accentuer certaines fragilités ou changer la donne durablement.

II. FRAGILITÉS ET INCERTITUDES

Un pouvoir fort mais peu légitime

La contestation de la légitimité du pouvoir à la tête de l'Etat nigérien est source d'inquiétude pour les partenaires du Niger tant un manque de stabilité à ce niveau aurait un impact à la fois sur les engagements pour le développement du pays, sur les investissements commerciaux et sur la sécurité de la sous-région. Si la contestation du nouveau gouvernement et du processus qui l'a amené au pouvoir a été bien réelle²⁰, l'écho qu'elle a trouvé semble être fugace et l'actualité sécuritaire prend le dessus sur les discussions démocratiques. Plus le temps passe, plus la perspective d'un changement de pouvoir à court terme s'éloigne à grand pas. Cela dit, même sans changement majeur à la tête du pouvoir, son degré de légitimité, son attitude et la perception qu'il génère modèleront le paysage politique et auront une forte influence sur l'évolution du pays dans les prochaines années.

Pendant et au sortir de la période électorale, les dénonciations de tentatives de coup d'Etat, l'ambiance de complot, les restrictions de libertés et les mesures sécuritaires fortes prises au nom de la protection du chef de l'Etat se sont multipliées. Si le risque d'attaque terroriste est mis en avant, les modalités et le type de mesures mises en œuvre sont de fait des signes d'une inquiétude du pouvoir face aux contestations de sa légitimité ou un prétexte à un isolement et un renforcement de l'autoritarisme du pouvoir.

L'opposition politique, elle, est sortie de la période électorale durablement minée. Le boycott manqué des institutions par l'opposition nigérienne, et sa décision de siéger à l'assemblée nationale tout en ne reconnaissant pas la victoire de Mahamadou Issoufou à la présidentielle ont fini d'altérer une crédibilité déjà fragile. Cette position schizophrénique de l'opposition a entériné le caractère nébuleux et clientéliste du jeu politique nigérien. L'absence de perspective actuelle au sein de l'opposition et le manque de visibilité sur la succession d'Issoufou au sein de son parti vont se traduire par des effets d'annonce et des jeux d'alliances politiques importants dans les années à venir. Les rebondissements promettent d'être nombreux à l'approche des échéances électorales de 2021 à moins que le système politique ne connaisse un changement majeur²¹. La classe politique est vieillissante et les formations politiques actuelles souffrent d'un déficit de culture démocratique largement mis en exergue par le faible renouvellement de la composition de leurs organes dirigeants. Chacun livre son combat en faisant relayer ses messages par les organisations de la société civile (syndicats, ONG, associations) et les médias qui lui sont favorables. Cette faiblesse de gouvernance se double de problèmes organisationnels et de gestion notoire.

Le repli du pouvoir, l'absence de perspective dans le paysage politique et le clientélisme qui caractérise le système politique nigérien ne peuvent que creuser la distance entre le politique et la population, qui fait face au quotidien à des conditions de vie difficiles. Les préoccupations de la majorité des nigériens sont sans doute davantage tournées vers les moyens de leur existence quotidienne que vers les

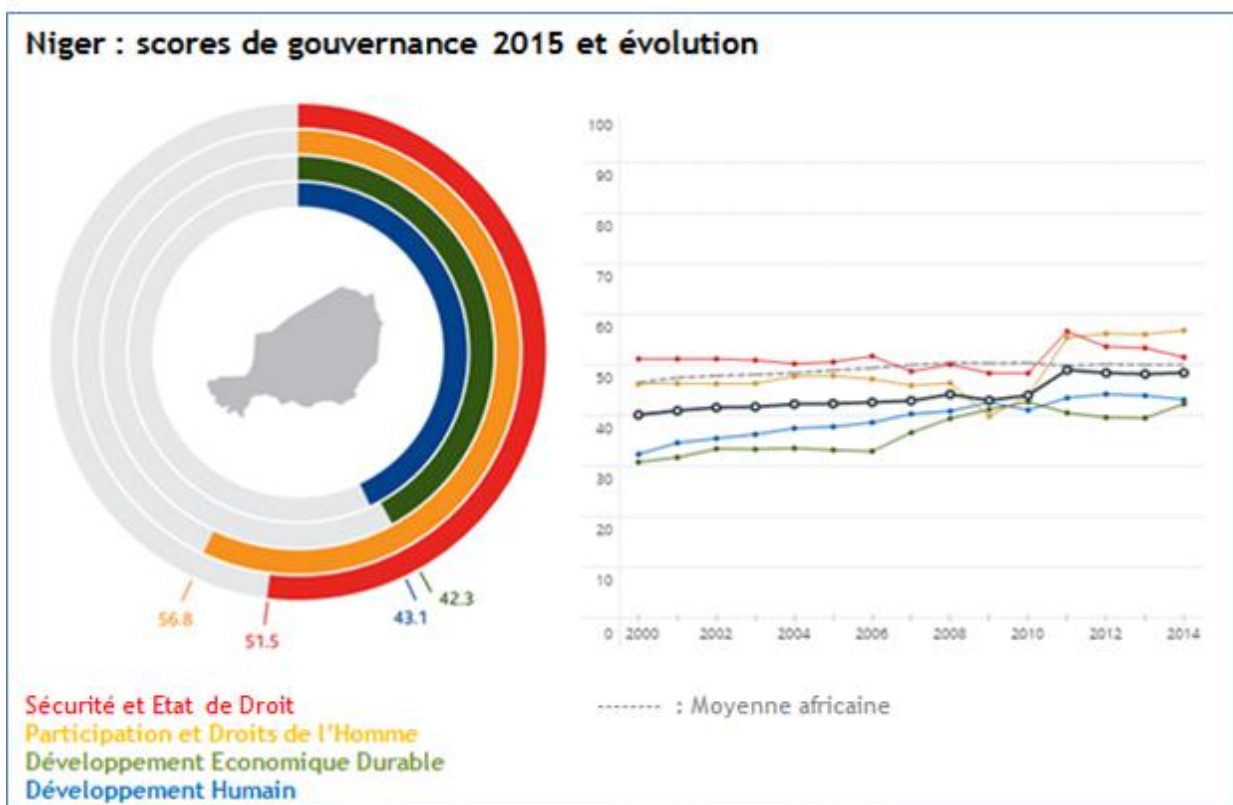
²⁰ Dénonciation d'une liberté de la presse muselée, de la non proclamation par la Cour Constitutionnelle des résultats du premier tour, de la réduction de la durée de la campagne du second tour. s procès-verbaux fictifs, des menaces envers les délégués et représentants de l'opposition ainsi que des urnes confisquées par des militaires

²¹ L'hypothèse selon laquelle Ioussoufou pourrait tenter lui-même le tazartché (révision constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir) qu'il a combattu du temps de Tandja semble à ce stade peu probable, de par son histoire politique et vis-à-vis de ses partenaires occidentaux. Cela dit, elle ne peut être exclue dans un contexte d'autoritarisme du pouvoir et de clientéliste politique.

turbulences de la vie politique. Pour autant, ce climat politique pourrait amener certaines populations à se détourner encore plus de la classe politique actuelle, dans un pays où la mal-gouvernance généralisée crée un fort sentiment d'injustice.

Une mauvaise gouvernance généralisée

Selon les indicateurs internationaux, depuis 2010 la tendance nationale est en amélioration constante en termes de transparence et de lutte contre la corruption. L'indice de perception de la corruption²² du Niger est passé de 33 en 2012 à 34 en 2015²³, gagnant un point vers une meilleure gouvernance. Par ailleurs, le pays occupe la 33^{ème} place sur 54 en termes d'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, avec un score de 48.4, soit une augmentation de 4.5 sur les cinq dernières années. Pourtant, la corruption reste un enjeu de fond, dont l'ampleur massive et la propagation à toutes les sphères de la vie publique inquiètent. Un climat de clientélisme et de chantage, des nominations intéressées et l'opacité autour de certaines passations de marchés sont dénoncés régulièrement par la société civile et les partenaires du Niger.



Le degré de corruption et de mauvaise gestion sont inquiétantes pour l'avenir de certaines entreprises publiques et pour les capacités de l'Etat à remplir ses obligations. Les craintes de faillite sont réelles au sein de la population et il est certain qu'une incapacité de l'Etat à maintenir la prise en charge de ses

²² L'Indice de perception de la corruption (IPC) est un indice composite de Transparency International qui classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. Cet indice concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel.

²³ Classement 2014 de Transparency International

agents serait désastreuse pour la stabilité du pays, même s'il peut compter sur le soutien financier de ses partenaires internationaux privilégiés.

La politisation à outrance de l'administration et la corruption endémique, si elles ne sont pas des phénomènes nouveaux, sont au cœur des débats nigériens. Outre l'inefficacité qu'elles génèrent pour le développement du pays, elles nourrissent un sentiment d'injustice et de fracture autour des statuts, des régions, de la proximité de cercles de pouvoir. L'expression d'un déficit démocratique aigu ou d'une mauvaise gestion de la démocratie est surtout partagée par les jeunes. Ces derniers s'interrogent sur la légitimité des institutions publiques qui, à leurs yeux, ne s'intéressent pas aux problèmes des citoyens.

Le comportement clanique du pouvoir qui semble se couper de la population et la mauvaise gouvernance généralisée pourraient faire monter la grogne. Si des mesures fortes et une exemplarité des comportements ne voient pas le jour, le sentiment d'injustice et d'exclusion pourrait s'accroître dans la population et mettre le feu aux poudres, notamment si d'autres facteurs évoluent négativement.

La société civile²⁴, vecteur de changement ?

Le Niger a une société civile forte et combative, dont certaines organisations ou mouvements ont prouvé leur capacité d'influence, notamment à travers des grèves ou manifestations nombreuses et des revendications marquées. Pour autant la société civile laïque traverse aujourd'hui une crise majeure. Les alliances nouées avec le pouvoir ou l'opposition, les connivences et les logiques d'intérêt ont été extrêmement néfastes pour une société civile qui compte des membres engagés mais n'a plus de légitimité au sein de la population. Chaque nouvelle initiative inspire le doute quant à ses intentions profondes ou à ses capacités de résistance face à des tentatives d'instrumentalisation. La faiblesse de réaction de la société civile lors des dernières élections parle d'elle-même. La comparaison avec la mobilisation contre le passage en force de Tandja en 2009 est saisissante. Ce moment primordial dans la vie démocratique du pays a mis en avant les fragilités extrêmes de la société civile, son éparpillement et les questions d'identité qui la traverse. En parallèle, la fermeture par le pouvoir de certaines libertés civiles au nom de la sécurité nationale et l'incapacité des organisations de la société civile de mobiliser face à ces restrictions confirment leur affaiblissement.

Composée d'une élite intellectuelle urbanisée, la société civile a connu peu de renouvellement ces dernières années. Ses capacités à rallier et à mobiliser hors de certains cercles de Niamey est quasi-nulle, ce qui restreint sa représentativité et son influence dans un pays où 80% de la population vit en milieu rural. Les acteurs de la société civile sont vieillissants, proviennent tous des mêmes cercles et ont construit leur expérience et leur légitimité au moment de la vague de libéralisation des années 90²⁵. Or l'enjeu de la mobilisation de la jeunesse est clé pour la démocratie du pays et le futur de la société civile. Si la masse de jeunes, confrontés aux difficultés d'accéder à l'emploi et à des perspectives ne se reconnaît pas ou n'a pas accès à des canaux d'expression et de revendication civils qui lui correspondent, on peut s'inquiéter des formes que prendront les manifestations de leur colère ou frustrations. L'émergence de nouvelle forme de mobilisation citoyenne massive à l'image des balais citoyens au Burkina Faso n'est pas impossible dans le futur. Cela dit, vu le paysage actuel, et à moins d'un bouleversement majeur, cela

²⁴ Aujourd'hui, la société civile recouvre une multiplicité d'organisations aux identités diverses et il est délicat d'en avoir une approche globale. Pour autant certaines tendances importantes pourront avoir une influence sur le rôle que jouera la société civile dans les enjeux du Niger ces cinq prochaines années.

²⁵ Si certains jeunes sont engagés c'est plus au travers d'associations spécifiques à la jeunesse dont les leaders baignent dans l'engagement citoyen depuis leur enfance, sont très éduqués et font partie des classes sociales supérieures.

prendrait du temps, dans un pays où seulement 2 personnes sur 100 ont accès à internet en 2014²⁶, où la société civile est à terre et où les enjeux de pauvreté et de sécurité mobilisent beaucoup d'énergies.

Les organisations et acteurs religieux qui constituent la société civile islamique nigérienne²⁷ revendiquent l'Islam comme base exclusive de la morale publique. En parallèle, le discours laïcisant²⁸ a depuis les années 2000 progressivement perdu de son poids et du soutien qu'il avait dans les milieux intellectuels, avec le développement d'une tendance islamisante au travers d'espaces et de pratiques qui mettent en avant une culture du savoir islamique. Cette démocratisation a insufflé à l'Islam une dynamique nouvelle qui en fait aujourd'hui «*une véritable culture de transformation sociale et personnelle*²⁹», donnant à l'Islam un rôle normatif, non seulement dans la vie personnelle, mais également dans la vie collective³⁰ et publique. Les jeunes et les femmes sont des acteurs clés de ce renouveau islamique. La société civile islamique, peu visible mais très influente au Niger, s'exprime peu politiquement, mais les discours revendiquant que l'Islam sanctionne la gouvernance et soit la source du droit nigérien sont nombreux et la pratique quotidienne de l'islam repousse petit à petit les frontières du laïc.

Cette tendance pourrait grandir et poser défi au pouvoir en place, notamment dans un contexte de corruption généralisée et de menaces de groupes terroristes se revendiquant de l'Islam. Le positionnement et le discours des acteurs de la société civile islamique est donc à observer, à la fois dans leurs réactions face aux discours extrémistes et dans leurs positionnement face aux enjeux de moralité publique.

Des appuis extérieurs solides, un enjeu pour la stabilité intérieure ?

Si les relations du Niger avec les pays occidentaux ont pu être très agitées par le passé, depuis l'accession au pouvoir du président Issoufou une collaboration maximale dans tous les domaines est de mise. Les aides publiques au développement sont en augmentation constante. Avec 918 milliards de dollars en 2014, elles illustrent la dépendance financière du Niger à l'égard de ses partenaires occidentaux. Cela dit, le positionnement du Niger à rejoindre les occidentaux dans la lutte contre le terrorisme est vraisemblablement un garde fou majeur contre tout désengagement des occidentaux dans le soutien au développement du pays. La dépendance semble désormais réciproque. Dans un contexte régional très agité et un contexte mondial marqué par le terrorisme et les migrations, les occidentaux ont en effet misé sur ce qui était jusqu'il y a peu un îlot de stabilité (même artificielle) dans la région pour déployer leur stratégie de lutte contre le terrorisme.

Or si l'alliance actuelle du pays avec les occidentaux semble primordiale dans l'appui au développement du pays et à la réponse militaire, elle pourrait aussi devenir source d'instabilité nationale. Dans un climat social et politique dégradé, les mécontentements populaires pourraient être attisés par un sentiment anti occidental.

L'alliance avec les pays occidentaux contre le terrorisme a marqué les premières violences de Boko Haram sur le sol nigérien. Par ailleurs, la complicité du président avec la France est très impopulaire dans

²⁶ Données de la Banque Mondiale. Source : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.P2>. A titre de comparaison, le Burkina Faso compte 9,4 personnes/100 qui ont accès à internet en 2014

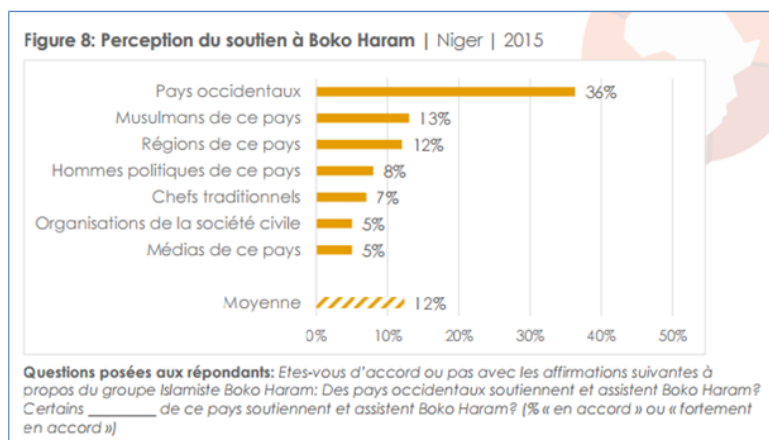
²⁷ Plus d'une quarantaine d'associations en 2010

²⁸ Influencé par un discours de la menace *intégriste* des années 1990

²⁹ Selon Abdoulaye Sounaye, chercheur au Département des études religieuses à la Northwestern University. Voir bibliographie.

³⁰ La communauté de la Makaranta³⁰ devient, par exemple, une famille et un groupe de solidarité qu'on sollicite en cas de décès ou de cérémonie de mariage.

certain milieux³¹. Le soutien sans faille de la France à la victoire électorale de Issoufou et son refus de considérer les éventuelles irrégularités du processus électoral dénoncées par l'opposition et la société civile ont fait grincer des dents, sur fond de complicité amicale entre les présidents français et nigérien. La présence d'intérêts économiques français et les enjeux autour de l'attribution de marché dont les procédures sont parfois contestées par la société civile pourrait également mécontenter certains acteurs et une partie de plus en plus grande de l'opinion publique et des acteurs locaux pourraient avoir 'le cœur contre la France'. Même si ses appuis financiers et techniques sont moins importants que ceux de l'Union Européenne, et que les USA prennent une place de plus en plus grande place sur l'échiquier régional³², la France continuera à jouer un rôle décisif dans les années qui viennent pour le Niger, notamment compte tenu du soutien politique majeur qu'elle apporte au président Issoufou, de ses intérêts économiques dans le pays et de l'historique des relations entre les deux pays. Ainsi, un changement de positionnement de la France envers le Niger aurait des conséquences importantes pour le pays et la sous région et pourrait changer la donne d'ici 5 ans. Il semble peu probable que la France fasse marche arrière dans sa politique de lutte contre le terrorisme mais ses politiques pourraient connaître des ajustements dans une période d'échéances électorales nationales. Par ailleurs, même si le positionnement français reste constant dans les années qui viennent, les formes qu'il prendra et les réactions qu'il peut susciter chez certains acteurs nigériens en font une variable de régulation importante.



Source : Afrobaromètre, juin 2016

Au-delà de la perception envers la France, l'alliance avec les occidentaux sur fond de dépendance financière accrue pourrait être perçue comme une ingérence trop forte et être mise en avant comme la source de tous les maux nigériens. Cela serait d'autant plus probable si la situation sécuritaire du pays se dégradait durablement, compte tenu des perceptions actuelles selon lesquels les occidentaux alimenteraient Boko Haram (voir figure ci-contre). Si ce sentiment se développait dans les années à venir ou qu'il était instrumentalisé, il pourrait cristalliser les rancœurs et nourrir une forme de fermeture du pays ou d'extrémisme.

L'armée, une pièce maitresse fragilisée ?

Depuis l'indépendance du pays, l'armée nigérienne a joué un rôle majeur dans le destin national. Son positionnement par rapport à la vie politique du pays a toujours été important, se confondant tantôt avec le pouvoir politique lors de la dictature militaire ou se posant en garant de la démocratie en évitant un 'coup d'Etat institutionnel' en 2010. La tradition de solidité et d'intégrité de l'armée nigérienne est très forte, en faisant une variable de régulation majeure pour le pays. Jouissant d'une très bonne réputation de savoir-faire et de professionnalisme sur ses terrains d'intervention régionaux et portant le symbole de l'unité nationale, l'armée nigérienne fait la fierté des citoyens nigériens. 92% des nigériens font

³¹ Exemple des manifestations violentes de mécontentement suite à la solidarité avec la France exprimée par Ioussoufou après les attentats de Charlie hebdo début 2015.

³² L'ambassade américaine à Niamey est la 3ème plus grosse ambassade américaine en Afrique en nombre de personnel et moyens militaires.

confiance à l'armée en 2015 selon l'étude Afro-baromètre 2016³³, ce qui est le niveau de confiance le plus élevé des pays de la région³⁴. Par ailleurs, le comportement de l'armée nigérienne semble davantage respectueux du droit humanitaire que dans les pays voisins, et les exactions, bien qu'elles existent, sont moins nombreuses qu'ailleurs. L'armée nigérienne aurait ainsi le plus grand nombre d'arrestation de membres supposés de Boko Haram des pays de la région³⁵. Ce comportement de l'armée nigérienne lui permet de maintenir son lien avec les populations, à la différence d'autres pays de la région, et la confiance des citoyens envers elle est un facteur fort de stabilité pour le pays.

Pourtant la force de l'armée et son rôle dans la stabilité du pays pourraient être fragilisées. A l'heure actuelle, une grande partie des contingents nigériens est occupée à l'extérieur du pays et une autre partie est mobilisée dans la lutte contre le terrorisme sur le territoire³⁶. L'opération militaire est la priorité affichée du gouvernement et pourrait presque devenir une fin en soi. Les recrutements sont nombreux et fréquents pour pouvoir tenir tous ces fronts, ce qui change la composition du corps militaire. Malgré les bons traitements réservés par le pouvoir à l'armée, elle est stressée et très exposée par les opérations militaires en cours. A côté des enjeux majeurs de la lutte contre le terrorisme, primordiale pour le pays et pour ses relations régionales et internationale, l'armée est confrontée à une relation troublée avec le pouvoir.

Les attentes envers l'armée lors de la contestation des résultats électoraux ont été fortes dans certains milieux et une partie de la société civile pensait qu'elle pourrait intervenir pour 'restaurer' la démocratie sur le même schéma qu'en 2010. Pourtant aucune réaction n'a été perceptible. Il faut dire que cette fois, aucune alternative crédible ne semblait émerger et que les partenaires internationaux, notamment la France, auraient sans doute peu apprécié une aventure militaire surprise. Par ailleurs, quand bien même une partie de l'élite militaire aurait considéré que l'élection a été volée au peuple, la situation de l'armée a changé depuis 5 ans. L'Etat-major actuel est très loyal au pouvoir, profitant de son prestige et des moyens qui lui sont mis à disposition. S'il est difficile de sonder le climat au sein de l'armée, nombre d'observateurs s'inquiètent de la fragilisation de l'armée, suite à des nominations sur des critères politiques et régionalistes, et de fidélisation à coup d'avantages financiers. Certains vont jusqu'à affirmer que le pouvoir joue une stratégie de diversion et d'isolation, à la fois en créant un climat de suspicion³⁷, en éloignant l'armée de Niamey³⁸ et en la tenant bien entretenue et occupée. D'autres assurent que malgré cela, l'armée ne sera jamais affaiblie ou subordonnée au pouvoir politique forte de sa longue tradition d'unité et d'autonomie.

Parfois vue comme un sauveur à tous les problèmes du pays, l'armée est certainement un acteur clé. Si ses fragilités actuelles sont réelles, leur impact est impossible à mesurer à ce stade. Les réactions de l'armée, ou son absence de réaction, face aux dynamiques que connaîtra le pays dans les cinq prochaines années seront clé et pourront traduire des changements durables du paysage nigérien. Le positionnement de l'armée face au pouvoir en cas de mécontentement populaire majeur ou en cas d'accroissement de la pression militaires, de défaites en séries et de perte de crédibilité sont à surveiller dans les prochaines années.

³³Enquêtes de 2014/2015

³⁴ La comparaison avec le Nigéria où seulement 21% des citoyens font confiance à l'armée est saisissante et laisse entrevoir une des spécificités du Niger.

³⁵ Entretien avec Crisis Group juin 2016

³⁶ Opération de sécurisation de la frontière avec le Mali, opération en collaboration avec Barkhane dans l'impasse Salvador, opération contre Boko Haram

³⁷ Cf accusation de complot portée contre des militaires et les arrestations qui ont suivi dans les rangs de l'armée fin 2015.

³⁸ A l'exception de la garde présidentielle, les militaires doivent actuellement désarmer à l'entrée dans Niamey.

III. SCÉNARIOS

Chaque scénario vise à proposer une perspective d'évolution différente pour le Niger à l'horizon 2021. Les scénarios regroupent des hypothèses d'évolution des variables clés pour le pays et reposent sur certains postulats préalables. Ces scénarios n'ambitionnent pas de rendre compte de toutes les itérations des futurs possibles, mais plutôt de proposer un cadre d'analyse des incertitudes et des dynamiques du système.

Postulats préalables :

- Il n'y a pas de mouvement de rébellions Touaregs ou Peuls au Niger dans les cinq prochaines années.
- Boko Haram n'est pas éradiqué dans les cinq années qui viennent
- Il n'y a pas d'affrontements ethniques dans les cinq prochaines années au Niger.
- AQMI ne contrôle aucun territoire significatif au Niger dans les cinq prochaines années.
- Aucune épidémie majeure ne survient dans les cinq prochaines années.

SCENARIO I : LA REACTION MILITAIRE

Le second mandat du président Issoufou n'est marqué par aucune réforme ou progrès majeurs en termes de gouvernance. Les pratiques courtisanes continuent autour de l'exercice du pouvoir et de la classe politique, finissant d'enterrer l'espoir d'une amélioration de la moralité ou de l'indépendance en politique. Le président Issoufou reste bloqué dans les arcanes du pouvoir et continue d'honorer ses dettes en interne et met en avant sa posture régionale et internationale. Le pouvoir prend le chemin de l'autoritarisme et, inquiet de possibles tentatives de déstabilisation, il se replie sur lui-même. La restriction des libertés civiles devient quasi-permanente sous prétexte de risques d'attentats terroristes. Les manifestations de la société civile ne sont autorisées que quand ses messages vont dans le sens des intérêts du pouvoir, ce qui contribue à l'assimiler au pouvoir.

En parallèle, aucune opposition crédible porteuse de changement n'apparaît durant la période. La classe politique reste la même et face au paysage politique désertique, les jeux d'alliance se multiplient dans les mois qui précèdent les prochaines échéances électorales. La chimère d'un renouveau politique s'estompe au fil du second mandat d'Issoufou, laissant la place aux discours appelant à une rupture salvatrice et morale.

Les logiques de clientélisme et de marchandage restent en place. Au-delà d'un affichage pour l'international, le manque de prise en main de ces questions par le gouvernement est flagrant, et aucune action visant la bonne gouvernance n'est portée par le pouvoir, ce qui contribue à répandre et à normaliser ces pratiques. Après cinq ans à ce rythme, la culture de la mauvaise gouvernance finit de s'enraciner durablement dans tous les échelons de l'administration et complique systématiquement le quotidien des citoyens dans tout le pays. Les populations désabusées par la corruption et le clientélisme se détournent du politique et de la société civile laïque ; elles trouvent un cadre normatif et communautaire rassurant dans les espaces sociaux religieux.

La croissance économique nigérienne est très volatile sur la période. Les fluctuations rendent difficiles les investissements à long terme, qu'ils soient publics ou privés. Les actions du gouvernement semblent plutôt être des réactions ad hoc que la mise en œuvre d'une programmation économique construite et n'ont pas d'impact direct sur la santé économique du pays. Dans ces conditions, les programmes de

développement économiques se poursuivent tant bien que mal, avec une faible efficacité sur la période. Le pays reste très dépendant du secteur primaire. Malgré certains progrès dans la mise en œuvre de la stratégie 3N, la qualité des saisons agricoles est très variable et met les moyens d'existence régulièrement sous pression.

En parallèle, le secteur de la défense continue de mobiliser un budget massif, au dépend des actions de développement et devient l'excuse systématique du pouvoir. Mais les problématiques de gouvernance au sein du gouvernement et d'une partie de l'armée finissent par impacter sur les moyens effectivement disponibles sur le terrain, et les défaites militaires sont de plus en plus nombreuses dans le sud du pays, malgré l'appui des forces étrangères. L'armée perd progressivement son aura, ce qui suscite un fort mécontentement dans ses rangs et chez une partie des gradés.

La population nigérienne continue de croire en son armée, mais de plus en plus sous pression économique et sécuritaire, elle devient progressivement réticente à faire le sacrifice qui lui est imposé. Les sujets de mécontentement s'accumulent et la grogne monte doucement jusqu'à ce qu'une hausse des prix, un scandale de corruption majeur ou une défaite militaire symbolique (la prise d'une ville importante par exemple) mette le feu aux poudres, entraînant des mouvements de population qui descendent dans la rue pour manifester leur mécontentement de manière spontanée, hors des structures habituelles mais probablement indirectement encouragés ou a minima cautionnés par une partie de la société civile islamique. Le pouvoir emmuré à Niamey est totalement sourd à une grogne populaire qui monte progressivement, et réagit par des tentatives de répressions et d'étouffement, ce qui très mal perçu dans certains milieux.

Si l'Etat nigérien a toujours le soutien de la Communauté internationale et de la France, l'attitude du gouvernement et ses difficultés militaires déplaisent. L'idée de chercher un possible successeur à Issoufou pour entamer le dialogue fait son chemin, notamment dans l'esprit des partenaires français, qui sont libérés du poids des relations personnelles privilégiées de leur chef de l'Etat avec Issoufou suite aux élections françaises de 2017.

Considérant la situation sociale, politique et sécuritaire et craignant l'installation durable d'un système délétère et partisan au sein de l'armée, un groupe de généraux entreprend une action pour chasser Issoufou par la force. L'armée se place dans le rôle d'arbitre et de défenseur du cadre "démocratique", et organise une transition avant de nouvelles élections pour remettre le pouvoir aux civils. Cette rupture entraîne une légère pause dans les appuis extérieurs au pays, mais constatant que la transition ne remet pas en cause le positionnement du Niger dans la lutte contre le terrorisme et rassurés par les perspectives d'un retour à la démocratie, les partenaires du Niger reprennent rapidement leur appui au pays.

SCENARIO II : RUPTURE GENERATIONNELLE, LE CHAOS AVANT LE RENOUVEAU ?

La situation de la gouvernance reste très problématique. La reproduction des pratiques courtisanes et bureaucratiques se poursuit. En parallèle, l'opposition politique à Issoufou peine à se relever des élections de 2016 et est divisée sur l'attitude à adopter. Quelques-uns quittent la vie politique mais la majorité des acteurs politiques ne parviennent pas à tirer des leçons de 2016 et s'obstinent dans les classiques négociations d'alliances. La bipolarité du système politique semble se maintenir à l'approche de 2016. Mais le jeu politique fermé, la restriction des libertés civiles et le manque de perspectives dans le paysage politique animent certaines consciences au sein de la jeunesse urbaine éduquée et les groupes

de discussions se multiplient dans ce milieu. Un mouvement discret et incertain, mi citoyen-mi politique, voit progressivement le jour au sein de la jeunesse, avec de timides ramifications au sein de l'armée.

Sur le plan économique, les départements techniques nigériens continuent la mise en œuvre des réformes pour diversifier et développer l'économie, mais les projets de développement d'infrastructures connaissent des retards majeurs à cause de certaines limites budgétaires et d'une corruption persistante. Les investissements privés quant à eux se font attendre dans un environnement des affaires peu favorable et un contexte sécuritaire où la menace terroriste reste constante. C'est dans ce contexte qu'une chute des cours internationaux s'ajoute brutalement à deux mauvaises saisons agricoles, amenant l'Etat nigérien au bord de la faillite. Le pays est maintenu sous perfusion par la communauté internationale. Cet effondrement économique provoque de vifs mécontentements sociaux contre le pouvoir et contre les occidentaux. Les manifestations spontanées et parfois violentes se multiplient, malgré les tentatives de verrouillage sécuritaire menées par le pouvoir.

L'armée, affaiblie en nombre dans les centres urbains et manquant d'unité, ne sait plus où donner de la tête. Choyée par le régime et en partie renouvelée, elle s'est progressivement désinvesti de son rôle historique d'arbitre national. Seuls les membres de la garde présidentielle peuvent approcher le pouvoir et le climat de suspicion est fort au sein du corps militaire. Les clivages se multiplient au sein de l'Etat-major de l'armée et de la gendarmerie sur la position à adopter, alors que la garde présidentielle, composée des ultras-fidèles à Issoufou suit la ligne autoritaire du président. En parallèle, les interventions diplomatiques se multiplient pour inviter Issoufou à l'ouverture.

Le mouvement de jeunesse citoyen naissant s'amplifie, porté par les manifestations populaires et progressivement soutenu par certains acteurs internes et externes qui y voient le seul espoir de renouveau. Au sein de cette nouvelle génération politique, certaines personnalités sont remarquées du fait de leur charisme et de leur vision politique. C'est dans ce climat ultra tendu, tumultueux et imprévisible que le pays approche les échéances électorales de 2021.

SCENARIO III : L'ISLAMISATION DE LA SOCIETE ET DE L'ÉTAT, SEULE VOIE POUR UN CHANGEMENT ?

Le gouvernement reste dans le domaine du déclamatoire mais montre peu de consistance dans ses actes pour améliorer la situation du pays en terme de gouvernance, de libertés et de développement économique et humain. En parallèle, des semblants d'opposition au pouvoir se mettent en place sur fond de négociation et de jeux d'alliance, mais aucun acteur ou mouvement crédible n'émergent du paysage politique vieilli et dépassé. Tous ceux qui sont dans la nomenclature du pouvoir manquent de vision ou d'idéal politique et la société civile se montre très peu exigeante envers le pouvoir.

Les mauvaises pratiques de gouvernance continuent dans un « environnement courtisan³⁹ » presque assumé. Les caisses de l'Etat sont vides mais ses partenaires privilégiés du Niger maintiennent leur soutien financier au pays. En effet, pour d'évidents enjeux stratégiques et militaires les occidentaux ne peuvent pas se permettre une déstabilisation du Niger. Par ailleurs, le Niger reste le bon élève de la région sur le terrain militaire, le gouvernement et l'armée restant très sérieux et rigoureux sur ces enjeux. L'argument militaire devient donc une fin en soi au plan national et international.

³⁹ Expression empruntée à Jean-Pierre Olivier de Sardan

La gestion budgétaire de l'Etat en terme de priorité budgétaire et de manque de contrôle financier finissent par impacter notablement l'exécution des programmes de développement et dans une certaine mesure ceux de protection sociale, les partenaires techniques et financiers étant dans l'obligation de définir des priorités par manque de moyens suffisants.

Le cumul du manque d'espace démocratique, de l'implication de plus en plus grande des occidentaux dans la gestion du pays, de la mauvaise gouvernance et de l'incapacité de l'Etat à prendre soin de ses populations prennent le dessus sur l'argument militaire et entérinent une rupture massive et durable entre l'Etat et ses populations. Le mécontentement populaire, la recherche de protection et l'aspiration à plus de moralité s'expriment de plus en plus via le canal islamique modéré en l'absence d'alternative et de perspective.

Les revendications pour que l'Islam régisse aussi la vie publique et politique deviennent majoritaires et incontournables dans le débat public. Face aux désillusions envers le politique et le fonctionnement de l'Etat et aux problèmes auxquels le pays est confrontés, la solution d'un islam modéré dont l'influence serait renforcée dans le champ public et politique séduit de plus en plus l'élite nigérienne. Une partie de la société civile islamique cherche à renforcer son unité et devient de plus en plus vocale au sujet des enjeux politiques et à l'approche des échéances de 2021, les discussions autour de la séparation de l'Etat et de la religion entérinée par l'article 3 de la Constitution sont au cœur des débats.

SCENARIO IV : CALME ET RASSEMBLEMENT ?

Contrairement aux premiers signes donnés à son investiture, le chef de l'Etat fort de sa reconduction au pouvoir et libéré des enjeux de réélection pour son dernier mandat appuie des réformes majeures contre la corruption et le clientélisme, quitte à mettre à risques certaines alliances financières et politiques. Il se montre intransigeant malgré les remous et oppositions que génèrent ces réformes. Si cinq années ne permettent pas aux réformes d'avoir un impact décisif⁴⁰, les réformes engagées donnent espoir et inspirent une partie de la classe dirigeante. La lutte contre la mauvaise gouvernance devient un paradigme politique et suscite l'espoir auprès des nouvelles générations et d'une partie de la société civile.

Le taux de croissance économique se maintient à un taux moyen élevé sur la période, permettant à l'Etat de tenir le programme de développement avec l'appui de ses partenaires internationaux et de réaliser certains investissements favorables au développement économique. Malgré tout, la grande volatilité de la croissance économique nigérienne continue et les investissements privés restent globalement difficiles à attirer. L'économie conserve sa forte dépendance envers le secteur primaire mais à la fin de la période l'on perçoit des améliorations progressives dans ce secteur pour réduire les effets des variations climatiques sur la production.

La période est relativement calme en termes de contestation politique ou citoyenne, avec peu de manifestations de mécontentement populaire, et quelques revendications ponctuelles principalement via les syndicats ou certaines organisations de la société civile. La population semble davantage mobilisée pour sa survie quotidienne que pour exprimer un mécontentement. Un pacte implicite de calme social face aux attaques sécuritaires dont est victime le pays est observé, d'autant que le pouvoir relâche la

⁴⁰ Les problèmes de gouvernance sont tellement répandus dans le système qu'il faudrait plusieurs années pour mettre la situation de la gouvernance à plat. Le remplacement d'une partie de l'administration notamment ne peut se faire du jour au lendemain dans un pays où le taux d'éducation supérieurs est si faible.

pression sur les libertés civiles au fur et à mesure qu'il constate l'absence d'opposition, la fidélité de l'armée et l'inertie populaire.

L'armée, elle, est occupée à maintenir la sécurité sur le territoire et se désinvestit de sa place d'arbitre démocratique durant cette période, même si elle conserve globalement la confiance de la population. Au niveau politique, les résultats de 2016 et les critiques faites à la classe politique suite aux élections entraînent des actions pour lancer une refonte des deux principaux partis. Ils arrivent aux échéances électorales avec des discours de mea culpa et de renouveau qui laissent sceptiques les populations mais conviennent à la communauté internationale.

Globalement, le Niger maintient sa stabilité sur la période, retrouvant un certain calme après le tumulte de 2016. Les fragilités de fond se maintiennent mais n'entraînent pas de réaction spécifique. Le système nigérien se maintient tant bien que mal et continue de susciter la perplexité chez les observateurs internationaux.

CONCLUSION

Le Niger se caractérise par des faiblesses socioéconomiques et une vulnérabilité démographique majeures. Les évolutions des tendances lourdes au plan économique, social et démographique et la façon dont ces enjeux sont compris et adressés par les acteurs influents dans le pays seront déterminants pour le futur du pays sur le long terme. En particulier la façon dont la question de la jeunesse sera préparée en termes éducatif, économique, social et citoyen sera un enjeu majeur des prochaines décennies.

Au-delà de ces tendances de fond, la situation actuelle est inquiétante puisque plusieurs facteurs d'instabilité se cumulent dans le pays. Si le Niger est resté relativement stable ces dernières années, on peut craindre qu'il s'agisse d'une stabilité artificielle et l'histoire a montré que des chocs brutaux sur les conditions de vie déjà extrêmement difficiles pouvaient déclencher une rupture majeure envers les institutions.

Le manque de maturité politique du pays, la mauvaise gouvernance, la récente fermeture démocratique, l'absence de perspectives politiques et citoyennes sont des facteurs qui pourraient précipiter une rupture, notamment si un choc brutal venait s'ajouter ou à force d'usure. Les populations pourraient aussi se détourner durablement de l'Etat et lui préférer des espaces de religion pour y trouver la morale, l'intégrité et la protection qu'elles ne trouvent plus dans les espaces citoyens et politiques classiques. ■

BIBLIOGRAPHIE

Abdoulaye Sounaye (2010). Islam au Niger : de la contestation à la normalisation. Blog Actualité africaine pour Alternatives Internationales.

Abdoulaye Sounaye (2011). L'Islam au Niger : éviter l'amalgame. Revue Humanitaire n°28. URL : <http://humanitaire.revues.org/1023>

Bureau d'études NIGER HORIZONS (Novembre 2014). Analyse des facteurs de conflits au Niger. Rapport final. Etude commandée et publiée par le PNUD.

Damien Deltenre (16 juillet 2013). Niger : du coup d'État à l'engagement international, retour sur trois années de transition politique sur fond d'insécurité régionale grandissante. Note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Damien Deltenre (7 avril 2015). NIGER : CAP SUR 2016 ! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections. Note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Dr. DODO BOUKARI (2005). Recherche de cohésion entre Forces Armées et Nation : expérience du Comité Armée et Démocratie au Niger. Colloque international « L'intégration des forces armées et de sécurité dans les sociétés démocratiques » du 29 mars au 1 avril 2005, Cotonou, Bénin

Facinet SYLLA et Mansour NDIAYE (2015). Niger 2015. Perspectives économiques en Afrique. BAfD, OCDE, PNUD 2015

Groupe de la Banque Mondiale (Printemps 2016). Gestion macroéconomique de la réduction de la pauvreté : TCHAD, MALI, NIGER.

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (Février 2016). Analyse de l'actualité au Niger.

International Crisis Group (Septembre 2013). Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? Rapport Afrique N°208

International Crisis Group (Juin 2015). Le Sahel central : au cœur de la tempête. Rapport Afrique N°227

Jean-Pierre Guengant, IRD (2011). Analyse pays Niger. Rapport AFD : Comment bénéficier du dividende démographique ? La démographie au centre des trajectoires de développement dans les pays de l'UEMOA.

Jean-Pierre Olivier de Sardan (04 Janvier 2016). Niger : les quatre prisons du pouvoir. Journal Marianne.

Jean-Pierre Olivier de Sardan (18 avril 2016). Lettre à mes amis du PNDS au Niger : saurez-vous ne pas reproduire les erreurs du passé ? Journal Marianne.

Leonardo A. Villalón, Abdourahmane Idrissa et Mamadou Bodian (Avril 2012). Religion, demande sociale, et réformes éducatives au Niger. Edité au nom du programme « Afrique: pouvoir et politique » par le Centre pour les Etudes Africaines (CAS) de l'Université de Floride.

Malcolm Potts, Virginia Gidi, Martha Campbell et Sarah Zureick (2012). Niger trop peu trop tard ? Revue Perspectives Internationales sur la Santé Sexuelle et Génésique, numéro spécial de 2012. P41-48.

Organisation Internationale du Travail (2013). Profil Pays du Travail Décent Niger

Oxford Poverty and Human development Initiative (December 2015). Niger country briefing

République du Niger, Constitution de la VIIème République.

République du Niger, Haut-Commissariat à l'initiative 3N (Février 2015). Priorités résilience du NIGER

République du Niger, Ministère des Finances, Institut National de la Statistique (Septembre 2013). Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSN-MICS IV) 2012.

République du Niger, Ministère des Finances, Institut National de la Statistique- PNUD (2014). Rapport National sur les Progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

République du Niger - Union européenne (Juin 2014). Programme Indicatif National 2014 – 2020

Stephen Buchanan-Clarke et Rorisang Lekalake (Juin 2016). Extrémisme violent en Afrique Perceptions des citoyens du Sahel, du Lac Tchad, de la Corne. Synthèse de Politique No. 32, Afrobaromètre

Word bank group (2016). Niger economy profile 2016. Report Doing Business.

NIGER

Analyse de scénario à l'horizon 2021

Juin 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Un observatoire du
PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

© IRIS
Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS

www.iris-france.org